

Modification des lignes directrices de gestion relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels

Les lignes directrices de gestion (LDG) en matière de promotions et de valorisation des parcours professionnels ont été présentées pour avis en comité technique (séance du 10 juin 2021) puis délibérées en conseil d'administration le 22 juin 2021.

En application de la loi de programmation de la recherche (LPR) et du protocole d'accord signé le 12 octobre 2021 relatif à l'amélioration des rémunérations et des carrières, le décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 crée une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités pour les maîtres de conférences.

Les lignes directrices de gestion de l'établissement sont ainsi modifiées en intégrant une partie dédiée à cette nouvelle voie d'accès temporaire aux corps des professeurs des universités (pages 25 à 27). Le reste est inchangé.

De manière synthétique, cet addendum précise les objectifs et critères d'éligibilité ainsi que la procédure applicable pour ce dispositif.

A. Les conditions d'éligibilité

Les candidats titulaires de l'habilitation à diriger des recherches peuvent se présenter à cette voie temporaire d'accès par promotion interne :

- Les maîtres de conférences titulaires de classe normale avec plus de 10 ans de services effectifs dans ce grade.
- Les maîtres de conférences titulaires hors classe.

Les conditions d'éligibilité sont appréciées au 1er janvier de l'année de nomination, soit pour 2021 au 1er janvier 2021 et pour 2022 le 1er janvier 2022.

B. La procédure de sélection des candidats

Etape 1 : Dépôt des candidatures.

Le candidat dépose auprès de son établissement un dossier de candidature contenant :

- Une lettre de motivation
- Un rapport d'activité
- Un justificatif de possession de l'HDR

La direction des ressources humaines se charge de vérifier la recevabilité des dossiers de candidature sur Galaxie.

Etape 2 : Etude des dossiers par le CAC restreint

Pour chaque candidat, deux rapporteurs du corps des professeurs des universités sont désignés dont au moins un est spécialiste de la discipline.

Au vu des rapports, le conseil académique restreint délibère sur l'ensemble des activités des candidats pour apprécier les 3 items suivants :

- Les responsabilités pédagogiques
- Les responsabilités d'intérêt général, dont notamment l'engagement du candidat au service du fonctionnement et du rayonnement de l'URCA ;
- Les activités scientifiques.

Les aptitudes professionnelles et les acquis de leur expérience professionnelle sont étudiés au sein de ces 3 items. Sur chaque item l'avis porté est soit :

- A : Très favorable
- B : Favorable
- C : Réservé

Au total, ce sont 6 avis qui sont portés par le conseil académique restreint. Ces avis sont reportés sur Galaxie afin de les transmettre au CNU.

Etape 3 : Etude des dossiers par le CNU

Les avis du CAC restreint et les dossiers des candidats sont ensuite transmis au CNU afin que les sections CNU compétentes émettent également un avis.

Elles rendent leurs avis selon la même procédure que l'établissement. (2 rapporteurs puis avis sur chaque critère).

Etape 4 : Audition par un comité URCA

Les avis consultatifs de l'établissement et du CNU sont recueillis selon des modalités et un dispositif de cotation fixés par arrêté ministériel.

Les candidats avec les avis les plus favorables, dans la limite de 4 candidats par emploi ouvert dans la discipline concernée, sont entendus par un comité d'audition.

Le jury est composé :

- Du président de l'établissement ou de son représentant,
- 3 membres du corps des professeurs des universités ou assimilé dont 2 au moins choisis parmi les spécialistes de la discipline.

Les membres du comité d'audition sont désignés par le président de l'établissement.

S'il y a plus de 4 candidats ex aequo, le départage s'effectue en se fondant sur les critères définis par les LDG en matière de promotion et de valorisation des parcours du ministère. Si ces critères ne permettent pas d'arrêter la liste des candidats à auditionner, le chef de l'établissement fait usage de son pouvoir d'appréciation.

L'audition doit éclairer la décision du chef d'établissement sur les motivations du candidat et sur son aptitude à exercer les missions et responsabilités dévolues aux professeurs des universités.

Etape 5 : Décision du Président de l'établissement

A l'issue des auditions le président de l'établissement établit la liste des candidats dont la nomination est proposée. Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, il tient compte des trois avis consultatifs émis (CAC/CNU/audition).

Les candidats sont nommés à compter du 1^{er} septembre de l'année de promotion.

Les motifs pour lesquels les candidatures ne sont pas retenues sont communiqués aux candidats qui en font la demande.